

qui a arraché du trésor de ce pays des centaines de mille piastres, au bénéfice de quelques favoris. L'on voit en effet, que l'année dernière—suivant le rapport du *Globe*—l'honorable ministre de l'agriculture a déclaré que sur 7,742 immigrants venus par le Saint-Laurent, 420 seulement se sont fixés au Canada ; tous les autres sont allés aux Etats-Unis.

On nous dit qu'en adoptant ce tarif nous manquons de loyauté envers la Grande-Bretagne. Quels sont ceux qui font une pareille assertion. Je n'irai pas chercher dans l'histoire du pays, ou dans celle des diverses provinces, pour trouver quelles classes ou quels partis ont fait preuve de déloyauté dans le passé, afin de savoir si le parti que nous représentons, et qui renferme dans ses rangs un grand nombre de partisans du parti libéral qui partagent les idées de l'ancien parti conservateur, pour savoir, dis-je, si ce parti a jamais été accusé de déloyauté envers la Couronne britannique. Non ; mais je demanderai d'où venait le mouvement, chaque fois qu'il fut quelque peu question de rompre les liens qui unissent ces colonies à l'empire britannique ? Ne venait-il pas de ces hommes dont les principes politiques et commerciaux s'accordent si bien avec ceux des honorables messieurs de la gauche ? Ces idées d'indépendance n'appartenaient-elles pas aux disciples de l'école de Cobden et Bright ? Non ; nous inaugurons une politique qui aura pour effet d'accroître la prospérité et la richesse du pays, et qui doit nécessairement tendre à perpétuer l'existence de nos relations avec la mère-patrie.

Maintenant comme l'heure de lever la séance approche, je m'abstiendrai de parler de ce que notre politique peut avoir de désagréable pour les Etats-Unis. Il ne convient pas à la dignité de la Chambre que ses membres fassent usage de pareils arguments.

Continuons l'étude du tarif. On a prétendu que les fabricants de bois n'étaient pas protégés et que les ouvriers ne recevaient aucun avantage, comme si le fait même d'aider aux manufactures, d'ouvrir les mines, de développer les ressources agricoles du pays, de stimuler la construction des navires, et de donner du travail à toutes les classes de la société, ne contribuera pas améliorer la

condition de l'artisan et à augmenter la prospérité des entreprises industrielles du pays.

Je vais encore avoir recours à cet éminent homme d'Etat dont j'ai déjà cité les paroles, afin de démontrer les avantages qui découlent d'une variété d'occupations, et jusqu'à quel point une législation sage peut les favoriser. Il dit :

« L'intérêt de tout centre de travail, exige qu'il existe une diversité d'occupations, plusieurs genres d'ouvrages. Plus cette diversité est grande, mieux on s'en trouve. Varier l'emploi, c'est l'augmenter, et en conséquence c'est augmenter les gages. Et, monsieur, prenez cette grande vérité, placez-la sur la première page de chaque livre qui traite d'économie politique destiné à l'usage du peuple des Etats-Unis ; mettez-la dans tous les almanachs des cultivateurs ; qu'elle forme l'entête de chaque colonne des publications périodiques des artisans ; proclamez-la partout, et faites-en un proverbe, et cette vérité c'est que là où il y a du travail pour les bras, il y aura du pain pour tout le monde. Là où il y a de l'emploi, personne ne meurt de faim. C'est une grande bénédiction pour le pauvre d'avoir une nourriture à bon marché, mais pouvoir se procurer du pain par un travail honnête et respectable est une bénédiction plus grande encore, et plus précieuse. L'emploi nourrit, habille et instruit. L'emploi entretient la santé, la sobriété et les mœurs. L'emploi constant et bien rémunéré produit, dans un pays comme le nôtre, une prospérité générale, le contentement et la gaieté. Notre pays a connu ce bonheur, puisse-t-il le connaître encore longtemps. »

Voilà comment s'exprimait ce grand homme d'Etat, en faisant une revue du passé, dans le cours d'une discussion à propos d'un tarif protecteur, et ces mêmes sentiments s'appliquent à nous aujourd'hui.

Le nouveau tarif sera approuvé par toute notre population, parceque je crois qu'il a été préparé en vue des vrais intérêts du pays ; parcequ'il a été préparé avec une sagesse qui a permis au ministre des finances de connaître et d'estimer à leur juste valeur les divers besoins de cette vaste Confédération, depuis Vancouver jusqu'au Cap-Breton. En effet il ouvre aujourd'hui à la population, à ses capitalistes, et à ses hommes d'affaires énergiques, un champ libre pour y exercer leurs diverses entreprises légitimes. Je vois ouvrir pour le marchand, qui, hier encore, était pénéché tristement sur ses livres ; pour l'ouvrier, qui tout récemment cherchait avec tant d'ardeur, mais en vain, à se procurer du travail ; je vois s'ouvrir, dis-je, pour ceux-là une nouvelle